- ⑤ 2° Après le mot : « cotisation », la fin de la seconde phrase du premier alinéa du 3° est ainsi rédigée : « est assise sur les rémunérations entrant dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale en application de l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale. »

Commentaire [Lois45]:
Amendement n° 37267

III (nouveau). – Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de douze mois à compter de la publication de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi visant à prévoir les modalités d'affectation de la contribution due par les notaires en exercice et prélevée sur le montant des émoluments et honoraires.

Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance.

Commentaire [Lois46]:
Amendement n° 40069

Section 3

Dispositions applicables aux travailleurs non-salariés

Article 20

- ① I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :
- ② 1° Au 5° du I de l'article L. 162-14-1, après la première occurrence du mot : « articles », est insérée la référence : « L. 611-3, » ;
- ③ 2° Le chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre VI est ainsi modifié :
- a) L'intitulé est complété par les mots : « et cotisation d'assurance vieillesse » ;
- ④ b) Sont ajoutés des articles L. 611-2 à L. 611-4 ainsi rédigés :
- ⑤ « Art. L. 611-2. – La cotisation d'assurance vieillesse due par les travailleurs indépendants mentionnés à l'article L. 611-1, autres que ceux mentionnés à l'article L. 613-7, est assise :
- ⑥ « 1° Pour partie sur la part des revenus d'activité dans la limite du plafond mentionné au 1° de l'article L. 241-3 ;
- ⑦ « 2° Pour partie sur la part des revenus d'activité comprise entre le plafond mentionné au même 1° et trois fois ce même plafond ;
- ⑧ « 3° Pour partie sur la totalité de ces revenus d'activité.

Commentaire [Lois47]:
Amendement n° 38054

Commentaire [Lois48]:
Amendement n° 37246

- ⑨ « Le taux de cotisation appliqué à la part des revenus d'activité mentionnée au 1° du présent article ainsi que celui applicable à la totalité des revenus d'activité mentionnée au 3° du présent article sont respectivement ceux prévus aux 1° et 2° de l'article L. 241-3. Le taux de cotisation applicable à la part des revenus mentionnée au 2° du présent article correspond à la part de taux prévu au titre du 1° de l'article L. 241-3 à la charge du salarié.
- ⑩ « La part de la cotisation acquittée par les travailleurs indépendants mentionnés à l'article L. 617-1 calculée dans la limite de trois fois le montant du plafond mentionné au 1° de l'article L. 241-3 est prise en compte pour l'acquisition des points mentionnés à l'article L. 191-3 y compris lorsque cette cotisation fait l'objet d'exonérations ou d'exemptions, dès lors que ces exonérations ou exemptions donnent lieu soit à leur prise en charge intégrale par un tiers dans les conditions prévues par la loi, soit à compensation par le budget de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 131-7, soit à l'affectation de ressources équivalentes au système universel de retraite.
- ⑪ « *Art. L. 611-3.* – Les caisses d'assurance maladie participent au financement de la cotisation mentionnée à l'article L. 611-2 dues par les assurés mentionnés à l'article L. 646-1 et les directeurs de laboratoires privés d'analyses médicales non médecins mentionnés à l'article L. 162-14 dans les conditions prévues au 5° du I de l'article L. 162-14-1.
- ⑫ « *Art. L. 611-4.* – La cotisation d'assurance vieillesse des conjoints collaborateurs des travailleurs indépendants relevant du système universel de retraite est calculée dans les conditions prévues à l'article L. 662-1.
- ⑬ « L'article L. 611-5 n'est pas applicable à la cotisation d'assurance vieillesse des conjoints collaborateurs calculée en application des 2° et 3° de l'article L. 662-1. »
- ⑭ II. – La sous-section 4 de la section 3 du chapitre II du titre III du livre VII du code rural et de la pêche maritime telle qu'elle résulte de l'article 5 de la présente loi est complétée par un article L. 732-65 ainsi rédigé :
- ⑮ « *Art. L. 732-65.* – Les cotisations d'assurance vieillesse dues par les chefs d'exploitation ou d'entreprise mentionnés à l'article L. 722-4 comprennent :
- ⑯ « 1° Une cotisation à la charge de chaque chef d'exploitation ou d'entreprise, assise sur les revenus professionnels ou sur l'assiette forfaitaire définis aux articles L. 731-14 à L. 731-22-1 du présent code et

Commentaire [Lois49]:
Amendement n° 35876

Commentaire [Lois50]:
Amendement n° 37581

calculée selon les modalités prévues aux articles L. 611-2 et L. 611-5 du code de la sécurité sociale ;

- ⑰ « 2° Une cotisation due pour chaque aide familial défini au 2° de l'article L. 722-10 du présent code à partir de l'âge de seize ans, ainsi que pour le collaborateur d'exploitation ou d'entreprise défini à l'article L. 321-5, égal au montant prévu à l'article L. 611-5 du code de la sécurité sociale.
- ⑱ « La part des cotisations des personnes non salariées agricoles mentionnées à l'article L. 732-64 du présent code calculée dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article L. 611-2 du code de la sécurité sociale est prise en compte pour l'acquisition des points mentionnés à l'article L. 191-3 du même code.
- ⑲ « Les taux des cotisations sont ceux prévus à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 611-2 dudit code. »

Commentaire [Lois51]:
Amendement n° 33592

Article 20 bis (nouveau)

Commentaire [Lois52]:
Amendement n° 37148

I. – Le deuxième alinéa de l'article L. 321-5 du code rural et de la pêche maritime est complété par les mots : « pour une durée ne pouvant excéder cinq ans ».

II. – Le I du présent article entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

III. – Les dispositions de l'article L. 321-5 du code rural et de la pêche maritime, dans sa rédaction antérieure à la présente loi, demeurent applicables aux conjoints collaborateurs ayant opté pour ce statut avant le 1^{er} janvier 2022.

Article 21

- ① Dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, le Gouvernement est habilité à prendre par voie d'ordonnance, dans un délai de douze mois à compter de la publication de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi visant à prévoir :
- ② 1° Par dérogation à l'article 20 de la présente loi, pour l'ensemble des travailleurs indépendants relevant ou qui auraient relevé, à raison des règles applicables à leur catégorie professionnelle au 31 décembre 2024, des régimes mentionnés aux articles L. 633-1, L. 634-2, L. 635-1, L. 640-1, L. 644-1, L. 645-1 et L. 651-1 du code de la sécurité sociale et aux articles L. 732-6 et L. 732-6 du code rural et de la pêche maritime, la réduction progressive jusqu'à leur suppression, sur une période qui ne peut excéder vingt ans à

Commentaire [Lois53]:
Amendement n° 23699